

Plan de relance européen : un moment historique ?



Article rédigé par *Marianne*, le 22 juillet 2020

Source [Marianne] "On comprend à quel point les efforts désespérés des vendeurs de rêve pour nous dessiner un monde en rose où l'Union européenne serait soudain devenue la nation bienveillante d'un peuple unifié frôle l'escroquerie", écrit Natacha Polony.

« *Historique* », « *le moment le plus important depuis la création de l'euro* »... Il devient chaque fois un peu plus difficile de trouver un nouveau superlatif pour qualifier les accords européens arrachés par un Emmanuel Macron visiblement conscient qu'il n'a plus que cela pour tenter de laisser une trace dans l'Histoire. On a même vu fleurir ces derniers mois l'expression « *moment hamiltonien* », reprise en chœur par des commentateurs ravis, pour nous faire savoir qu'enfin, l'Europe fédérale tant attendue était à nos portes.

Si l'on sort une seconde des clichés pour analyser, non seulement les termes de l'accord, mais ce qui l'a rendu possible et ce sur quoi il peut déboucher, on comprend en fait à quel point les efforts désespérés des vendeurs de rêve pour nous dessiner un monde en rose où l'Union européenne serait soudain devenue la nation bienveillante d'un peuple unifié frôle l'escroquerie. Résumons : le coronavirus est venu frapper de plein fouet des économies, celles des pays du sud de l'Europe comme celle de la France, que la désindustrialisation massive avait rendues totalement dépendantes des secteurs que, justement, cette épidémie vient percuter, en premier lieu le tourisme.

Cette désindustrialisation, dans le cas de la France, est la conséquence d'une idéologie délirante de ses classes dirigeantes, qui ont bradé ses fleurons au nom de l'ouverture à la mondialisation et qui ont choisi la banque et la grande distribution contre l'industrie et l'agriculture. Mais elle est également, comme pour l'Italie ou l'Espagne, la conséquence d'une surévaluation systématique de la monnaie unique qui ne laisse d'autre choix que la « dévaluation interne », c'est-à-dire, côté entreprises, le chômage de masse, et, côté Etat, les coupes budgétaires sur les infrastructures, les services publics et les investissements.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)